

EDITO

Pour Mr Macron, les travailleurs avec leur exigence salariale et leur souci permanent d'avoir de bonnes conditions de travail, d'avoir un code du travail et une réglementation protectrice pour tout le monde, tout cela doit disparaître. Ce président de la république, ce prête nom des riches, n'aura pas fait illusion très longtemps.

Toutes les dispositions que son gouvernement nous impose ne peuvent que réjouir le MEDEF, Mr GATTAZ l'encourage à tenir bon face à l'adversité de tous ces « **fainéants** » que nous sommes.

Les ordonnances qui vont bientôt devenir force de loi, **facilitent les licenciements, accentuent la précarité et donnent la possibilité aux entreprises de faire comme elles veulent**, même de ne plus respecter la loi puisque les indemnités prudhommales sont plafonnées.

Sans attendre une minute, le gouvernement s'attaque maintenant à notre socle social : les APL sont diminuées, les retraités doivent s'acquitter de la CSG, et maintenant il faut faire des économies (ou des dépenses inutiles, au choix) sur la sécurité sociale.

Nous allons payer plus pour se soigner moins.

Nous savons aussi, comme le dit notre secrétaire général, **Philippe MARTINEZ** que « *Les slogans globalisants sont moins rassembleurs qu'un cahier revendicatif enraciné dans le réel des situations de travail* ». La convergence des luttes ce n'est pas un coup de sifflet qui fait que tout le monde vient à la manif. Il s'agit d'identifier les soucis et les priorités de chacun et d'envisager sur cette base, leur possible articulation ».

C'est pourquoi au sein de Keolis Lyon, l'UGICT-CGT a déposé des notifications et des préavis propres à chaque service, la colère gronde un peu partout dans l'entreprise: salaire, conditions de travail, polyvalence et absence de reconnaissance. C'est l'occasion de rappeler qu'une mobilisation se construit au plus près des salariés tout en rappelant qu'avec ce qui se prépare, les choses risquent d'empirer. Alors la mobilisation s'impose.

La seule réponse possible face à cette politique c'est la mobilisation et l'UGICT-CGT prend toute sa part dans ce combat difficile.



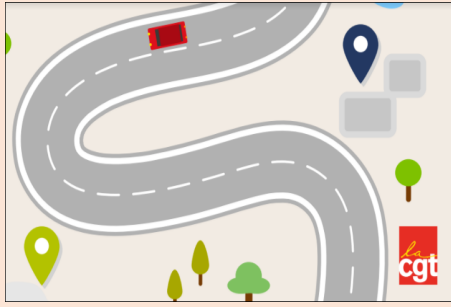
**Ils foutent le
BORDEL**



Combattre encore et encore la loi travail

TOUS à la Manif, le 16 Novembre 2017 à LYON

Assises de la mobilité



Le 19 Septembre 2017, le gouvernement lançait des « assises de la mobilité ». L'objectif est d'aboutir par une loi sanctuarisant l'ouverture à la concurrence et la libéralisation du transport de voyageurs urbains. Lors de ces « assises » les syndicats ont été écartés.

Pour la CGT, il faut au contraire aborder les sujets de fond permettant de répondre de façon durable au réchauffement climatique et aux questions de santé publique, en mettant en avant nos propositions pour replacer au centre des débats les questions sociales, environnementales, d'aménagement des territoires et de réindustrialisation pour un renouveau du service public.

Ce qui ressort de ces assises, c'est une déconnexion complète entre la réalité et les préconisations du gouvernement.

UMS : attention restructuration ou destruction?

L'UGICT-CGT a déposé un préavis de grève pour la maintenance surface. L'atelier de la Soie devenant l'atelier « pilote » d'une réflexion de la DMP sur comment optimiser les compétences avec la transformation des effectifs. En effet, la direction s'apercevant que sa politique d'embauche n'est pas suffisante, elle veut désintégrer les équipes et mettre en place un roulement de travail avec une obligation pour les salariés de l'atelier de faire l'ensemble des postes avec une contrainte d'équilibrage des qualifications.



Notre organisation syndicale UGICT-CGT des TCL est fondamentalement opposée à ce principe qui détériore les conditions de travail et de vie, qui n'augmentera pas la compétence globale de l'atelier et qui va générer une concurrence néfaste pour la transmission des savoirs.

Restructuration DCI, ça barde !!!

La restructuration du Département Contrôle Intervention est plus que mouvementée, entre les changements d'horaires, de roulement, les recrutements pour le futur service Assistance Intervention (ex GAT) a mis le feu aux poudres et principalement au GAT. Avec l'annonce de la suppression de l'ordo qui aujourd'hui est à temps plein avec 24 agents, celui-ci sera présent à 40 % avec le nouveau service qui passe à 50 agents!!! Cherchez l'erreur? Le service s'est mis à 99% en grève pour obtenir la certitude d'avoir une présence physique aux prises de service. Nous avons été entendus même si cette solution ne nous satisfait pas syndicalement. En effet, la création d'un ordo nomade entre deux services et d'un chef de groupe pour moitié ordo est une première qui n'envisage rien de bon pour nos métiers d'Agents de Maîtrise futurs. Il reste aussi la problématique des techniciens exerçant l'encadrement des binômes à régler une fois pour toute.

